

AÏN-DEFLA

Une baisse importante annoncée de la production céréalière

La campagne moisson-battage débutera officiellement le 1^{er} juin prochain dans certaines zones de la wilaya, notamment à l'ouest, dans les plaines du Bas-Chélif où généralement les températures sont les plus élevées, mais le ton n'est pas à l'optimisme puisqu'une baisse de l'ordre de 30 % de la production est annoncée.

Selon les spécialistes du secteur agricole, cette baisse de la production n'est pas induite par une pluviométrie déficiente ou mal répartie. Bien au contraire, affirme-t-on, de septembre à mars de cette année, on a enregistré 362,10 mm de précipitations, soit 108 mm de plus que l'année dernière. On rappelle qu'entre 1978 et 2002, la moyenne sur ces quatre années là n'a été que de 121 mm. C'est dire que cette année, sur le plan pluviométrique, est considérée comme exceptionnelle.

Cependant, on déplore que ce qui est venu porter un coup dur au développement normal du cycle végétal des céréales, ont été les vents brûlants qui ont soufflé du sud provoquant un accident hydrique qui a endommagé les plants sur d'importantes superficies, sauf dans les zones où les producteurs ont mis en branle l'irrigation d'appoint, mais sur des superficies restreintes et limitées. Par ailleurs, on note que la pro-

duction céréalière ne doit plus être une question de chance, mais induite par le respect du cycle végétal dans toutes les étapes, depuis les labours d'été jusqu'à la moisson. Paradoxalement, certains se sont même livrés à semer en janvier, rendant ainsi la spéculation aléatoire.

Le directeur des services agricoles préconise de repenser la conception de la production céréalière, qu'il faut concentrer tous les moyens, dont le soutien de l'Etat, pour la culture intensive des céréales car la céréaliculture n'est pas une culture vivrière comme les autres mais un enjeu stratégique, un défi à relever. Il relève que continuer à soutenir la céréaliculture dans les piémonts où le rendement n'atteint même pas les 10 q à l'hectare est une déperdition mais par contre encourager dans cette zone l'arboriculture rustique comme l'olivier, l'amandier qui s'adaptent

très bien. Il soutient donc qu'il faut revenir à une vision beaucoup plus économique et même macroéconomique que sociale et concentrer ces efforts de soutien.

S'agissant de la wilaya de Aïn-Defla, le DSA cite le chiffre de 79 000 ha emblavés cette année répartis en trois zones à savoir la zone 1, qui s'étend sur 22 à 23 000 ha, celle des plaines, du haut Chélif, notamment Djendel, Aïn Lechiakh, puis une deuxième zone d'une superficie de plus de 30 000 ha constituée par les plaines de Khemis Miliana, Djelida et le périmètre d'El Abadia, El Attaf et El Amra. Le reste constitue la troisième zone, celle des piémonts de l'Ouarsenis et du Dahra, plus propice à l'arboriculture.

Le responsable ne mâche pas ses mots pour dire que dans ce domaine, la notion de modernité dans le système de production n'a pas été introduite et qu'on continue à maintenir des méthodes archaïques, sans vision claire et nettement définie. «Dans le domaine de la production agricole, tout est stratégique où rien ne l'est», dira-t-il.

Au passage, il s'interroge «Où sont donc les fameux périmètres irrigables tant miroités ?», tout comme il se demande «où sont

les partenariats contractés avec des investisseurs d'abord algériens ou étrangers ?».

Par ailleurs, il relève que la grande majorité des producteurs ne sont pas propriétaires des terres mais principalement des locataires et comme chacun le sait, le locataire ne se soucie pas des effets qu'il produit sur les sols, il ne vise que son profit immédiat. Ce faisant, il épuise les terres par des productions binaires comme ses pommes de terre/blé, donc pas de jachère, pas d'assolement pour permettre aux sols de se reconstituer.

A titre indicatif, il constate que s'il y a quelques années, Aïn Defla comptait plus d'une quarantaine de céréaliculteurs qui sont devenus membre du club du top 50 (50q à l'ha) ; ce chiffre a chuté à moins de 10 et ce, malgré les crédits colossaux consentis, le degré élevé de fertilité des terres et la facilitation des procédures d'acquisition des matériels.

Si tous ces moyens sont consentis, tous ces facteurs de croissance sont réunis, pourquoi alors ces résultats décroissent au lieu de croître ? La question est posée. «Il faut des décisions politiques courageuses», suggère le responsable du secteur.

Karim O.

CONCOURS DE RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS 13 636 candidats pour 349 postes à Bouira

Le concours de recrutement des enseignants des trois paliers de l'éducation, dans la wilaya de Bouira, a connu, à l'instar des autres wilayas, un engouement sans précédent. En témoigne le nombre de dossiers déposés pour les 349 postes à pourvoir.

Ce sont en effet pas moins de 13 636 dossiers qui ont été déposés auprès de la Direction de l'éducation par des diplômés universitaires en quête d'un emploi stable.

Parmi ces 349 postes, le primaire s'est taillé la part du lion avec 175 postes dont 161 pour l'arabe, 10 pour le français et 4 pour tamazight ; pour le moyen, il est prévu 135 postes qui

concerneront 9 matières et enfin, pour le secondaire, ce sont 39 postes pour 8 matières.

Par ailleurs, ce qui est notable est le nombre de candidats inscrits pour les 161 postes pour l'arabe au niveau du primaire. Ce sont au total, 7 696 candidats qui ont déposé leurs dossiers. Il faut dire que le nombre de postes proposés, ajouté au fait que dans le lycée la langue arabe n'est pas concernée par ce concours, a attiré plus d'un candidat qui ont préféré concourir pour cette matière et dans le primaire plutôt que de déposer leurs dossiers pour les 15 postes proposés dans le moyen.

Il y a également cette circulaire ministérielle qui a intégré plusieurs autres diplômes comme ceux des sciences humaines, pour concourir dans cette matière, qui a augmenté le nombre de candidats.

Cela étant, rappelons également le cas de tamazight ; cette langue pour laquelle la ministre de l'Education ne cesse de parler en termes d'encouragement pour son enseignement et sa volonté d'aller vers sa généralisation à l'échelle

nationale, surtout après la signature d'un protocole d'accord en février dernier à l'occasion de la journée mondiale des langues autochtones, portant sur la promotion de la langue amazighe.

A voir le nombre de postes prévus à Bouira, à savoir 14 postes, alors que dans plusieurs autres wilayas, cette matière n'est même pas prévue, l'on se demande vraiment comment cette langue pourra se développer et s'épanouir.

Le 5 mai dernier, des centaines d'étudiants et de diplômés en tamazight sont sortis dans la rue pour réclamer plus de postes et l'abolition du caractère facultatif de l'enseignement de tamazight. Pourquoi le ministère n'encourage-t-il pas l'enseignement de cette langue avec plus de volonté et d'engagement au niveau de certaines wilayas berbérophones, à l'instar de Bouira ? Pourquoi la Direction de l'éducation de Bouira ne fait-elle pas des efforts pour ouvrir au moins des classes pilotes au niveau des grandes daïras de la wilaya comme Sour-El-Ghozlane, Aïn Bessem et Lakhdaria ?

Autant de questions qui resteront sans réponse tant que nos décideurs continueront à ignorer leurs propres engagements. Et surtout tant que la volonté politique manquera à nos décideurs.

Y. Y.

PROCÈS EN APPEL DES QUATRE MILITANTS DU RCD

Six mois de prison ferme requis par le procureur

Moins de trois mois après leur relaxe au tribunal de Bouira, et après l'appel introduit par le procureur, le procès des quatre militants du RCD de Bouira a eu lieu jeudi passé au niveau de la cour de Bouira.

L'affaire de ces quatre militants, à savoir Bachouche Madjid, Boutata Sofiane, Djili Farid et Amzil Ali, remonte au 13 novembre dernier.

Ce jour-là, ces quatre jeunes militants étaient devant le tribunal de Bouira, avec d'autres militants et cadres du RCD, en signe de solidarité avec les 32 jeunes de Haïzer qui comparaissaient le même jour devant la justice pour des faits qui remontaient à la dernière élection présidentielle du 17

avril 2014, où ces jeunes et des centaines d'autres avaient manifesté contre la tenue des élections et surtout le 4^e mandat de Bouteflika.

En cette journée du 13 novembre 2014, la police a intervenu pour disperser les militants qui étaient devant le tribunal. Les quatre militants seront embarqués.

Libérés dans la soirée après avoir été entendus et signé leur déposition, les quatre militants seront poursuivis pour attroupe-

ment sur la voie publique. Ce jeudi, alors que leur avocat rappelait le caractère éminemment politique de leur geste en participant à un sit-in de solidarité avec d'autres militants qui comparaissaient au niveau du tribunal de Bouira, le procureur se limitera aux seuls faits et requerra six mois de prison ferme à l'encontre de chacun des quatre prévenus.

Le verdict sera connu le jeudi prochain.

Rappelons que ce procès a été suivi par plusieurs militants et cadres du RCD qui ont voulu manifester leur solidarité avec leurs collègues.

Y. Y.

GENDARMERIE DE ANNABA

La formation continue, un leitmotiv

Le groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Annaba a organisé, jeudi dernier, au Palais de la culture et des arts Mohamed-Boudiaf des portes ouvertes sur ce corps constitué de la République.

La cérémonie d'ouverture de la manifestation, qui se déroulera durant trois jours, a été rehaussée par la présence du wali par intérim, Mostefa Limani, des autorités civiles et militaires, des membres du barreau de Annaba ainsi que d'autres invités représentant la société civile locale.

Dans son intervention d'ouverture, le colonel Smail Sarhoud, chef du groupement de la GN de Annaba, a mis l'accent sur les missions dévolues à ce corps, partie intégrante de l'Armée nationale populaire, dans la sécurité des personnes et des biens, la lutte contre tous les fléaux sociaux (drogue, grand banditisme, délinquance sous toutes ses formes...), mais aussi son rôle dans la surveillance du territoire national et de ses frontières (GGF), la prévention contre les accidents de la circulation, ainsi que sa présence dans les plages dans le cadre du plan Delphine pour le repos des estivants.

Afin d'assurer leurs missions dans des conditions optimum, les éléments de la GN se remettent constamment en question en recourant à la formation continue. Ils le font pour acquérir les dernières nouveautés mises à leur disposition par le Commandement national, dira le colonel, chef du groupement de Annaba.

Les invités ont, ensuite, été dirigés vers une exposition de matériels sophistiqués servant à la Gendarmerie nationale dans ses diverses missions dont celle créée tout récemment (les pré-plaintes de la GN en ligne) destinée au dépôt de plaintes par les citoyens à travers internet.

La cérémonie a pris fin par des exhibitions en arts martiaux exécutées sur l'esplanade du Palais de la culture par des équipes de jeunes gendarmes alors que la brigade cynophile simulait des interventions contre les narcotrafiquants et autres malfaiteurs essayant de prendre la fuite mais vite rattrapés par les chiens dressés à cet effet.

A noter que plusieurs personnes représentant diverses catégories de la société allant de l'imam à l'agent de la voirie en passant par des professeurs ont reçu des présents à cette occasion ; il y avait même des handicapés qui ont reçu des chaises roulantes.

La cérémonie s'est déroulée dans des conditions satisfaisantes. Toutefois, un petit bémol est à relever. Il s'agit de documents mentionnant les diverses activités du groupement durant les quatre premiers mois, promis pour être adressés aux journalistes par email mais qui ne sont pas parvenus.

A. Bouacha

VISITE DE AMAR GHOUL À GUELMA

La diversification des créneaux d'investissement au menu

Les autorités de la wilaya de Guelma ont élaboré, ces dernières années, un programme de renaissance qui prône la construction et la réhabilitation d'infrastructures touristiques et hôtelières à travers toute la région pour répondre aux besoins d'une demande de plus en plus exigeante, essentiellement pour le thermalisme.

Des projets d'une très grande envergure ont été lancés avec célérité, une démarche qui vient matérialiser les efforts entrepris par les pouvoirs publics dans ce sens. C'est pour constater de visu l'effectivité de ce plan d'action que Amar Ghoul s'est rendu jeudi dernier, à Guelma, en compagnie de ses proches collaborateurs. Le tout nouveau ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat a sillonné, tout au long de sa visite, les différents sites qui étaient au programme.

Lancement officiel des chantiers de construction du complexe thermal de 200 lits à Hammam Belhachani (commune de Aïn-Larbi), un hôtel de 208 lits dans la commune de Oued Zenati, et la présentation du projet d'extension du complexe Bouchahrine à Hammam Ouled-Ali, qui prévoit la construction d'un hôtel 5-étoiles de 172 lits. Mais ce qu'il faut retenir, c'est la pose de la première pierre d'un hôtel de luxe qui répond aux normes internationales dans la région touristique de Hammam Debagh. Force était de reconnaître que cette nouvelle infrastructure a été bien étudiée.

Faisant ressortir l'importance de cette structure sur le plan économique, le détenteur du projet, un privé, a estimé que la construction de cet hôtel répond à l'attente des pouvoirs publics et des riverains, car selon lui, elle cadre parfaitement avec le plan de relance du secteur du tourisme dans cette région, et qui prévoit la création de plusieurs postes d'emploi. «Cet établissement hôtelier nous permettra d'accueillir les touristes dans un décor élégant où ils pourront séjourner dans les meilleures conditions», a-t-il confié.

Un projet magnifié par la délégation officielle. Amar Ghoul a également visité le complexe thermal Chellala, ex-Meskhouine, du chef-lieu de la commune de Hammam Debagh, le plus ancien complexe thermal de la région, où il a assisté à un exposé sur le Schéma directeur d'aménagement touristique (SDAT), présenté par une équipe de Constantine, et qui définit en détail les zones d'expansion touristique (ZET) de la région de Guelma.

A l'issue de cette présentation, le ministre, en livrant ses impressions, a salué les autorités locales et les promoteurs pour les efforts fournis pour le développement du tourisme dans la région. «Bien sûr, l'investissement dans ce secteur ne doit pas se limiter au domaine du thermalisme, Guelma recèle d'immenses potentialités touristiques, il faut donc diversifier les créneaux d'investissement» a déclaré le premier responsable du secteur.

Noureddine Gueourgour